

PAS DE BASSINE À ST SAUVANT

APPEL À MOBILISATION

Il devait commencer en septembre dernier. Le chantier de la méga-bassine SEV14 en projet sur la commune de Saint-Sauvant (86), à 15 km de Sainte-Soline, n'a toujours pas démarré.

L'opposition populaire, les revers juridiques et les difficultés économiques ont contraint la Coop de l'eau 79, porteuse du projet, à revoir son calendrier.

N'attendons pas le démarrage du chantier pour agir. Maintenons la pression jusqu'à l'abandon de ce projet scandaleux et de tous les autres projets de bassines !

Le 16 novembre prochain, préparons l'avenir et le retour des outardes. Manifestons pour un juste partage de l'eau et une agriculture paysanne.



16 NOVEMBRE
ST SAUVANT (86)
MARCHE POPULAIRE
& PAYSANNE
13h - Place de la Mairie



La SEVI4 est l'une des deux méga-bassines en projet sur la commune de Saint-Sauvant et fait partie du projet des 16 bassines des Deux-Sèvres.

Entre conflit d'intérêts, gaspillage d'argent public, déni de démocratie, risque pour la ressource en eau et menace sur une espèce d'oiseau protégée, ce projet est loin d'être une solution pour l'agriculture et la préservation de la ressource en eau. Il accumule les scandales et met en danger l'avenir du territoire.

Sa construction impliquerait un développement des réseaux d'irrigation (avec 5 points de distribution supplémentaires) et l'augmentation des surface agricoles irriguées. Par conséquent, la bassine permettrait la mise en irrigation de nombreuses parcelles au coeur du territoire de l'Outarde migratrice, espèce protégée et classée en liste rouge (EN : en danger). Cette zone regroupe près de 10% de la population nationale et est essentielle à leur nidification. Or, il est avéré que l'irrigation par aspersion rend impossible la nidification et menacerait donc le maintien de l'espèce.

Pour remplir cet ouvrage, plus de 292 000 m³ seraient pompés dans les eaux souterraines qui alimentent les sources de la Sèvre niortaise. Les décisions juridiques de cette dernière année, sur les bassines de la Pallu et sur l'Autorisation Unique pluriannuelle de Prélèvement (AUP), confirment systématiquement que les "réserves de substitution" permettent une augmentation des volumes prélevables. Elles ne sont pas conçues pour sortir de l'irrigation intensive mais bien pour la maintenir et la développer, à l'encontre de l'objectif de préservation de la ressource hydrique comme bien commun.

L'accaparement de l'eau, lié au principe des bassines, répond davantage aux besoins de l'agro-industrie qu'à ceux d'une agriculture nourricière et durable. C'est cette même logique de marché qui force les agriculteur.rice.s à utiliser des intrants chimiques, comme les engrais et les pesticides qui polluent les nappes phréatiques, dégradent les sols, la biodiversité et la santé des gens.

Au moment où les paysan.ne.s demandent plus de moyens, des dizaines de millions d'euros d'argent public continuent d'être versés pour financer des projets qui ne profiteraient qu'à l'agro-industrie et à 5% des agriculteurs, au détriment des autres et des différents usages.

Au lieu de financer une agriculture paysanne respectueuse des sols et de l'eau, la FNSEA, main dans la main avec le gouvernement, s'obstinent pour préserver les intérêts de l'agro-industrie dont la nocivité n'est plus à démontrer.

Trois ans après la première marche populaire et paysanne à Saint-Sauvant, il est temps d'y retourner pour stopper ce projet et ouvrir la voie au développement d'une agriculture paysanne et à un juste partage de l'eau.

